

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'espère que le député réfléchira à ce qu'il me demande de faire. Il voudrait qu'un ministre intervienne dans la gestion quotidienne des opérations d'une société d'Etat. Il serait le premier à crier «à l'infamie» si nous agissions ainsi. Il existe des rapports d'autonomie entre gouvernement et sociétés d'Etat. Comme je le faisais remarquer tout à l'heure à la Chambre, nous recevons de nombreuses lettres de plaintes et de félicitations à l'endroit de cette société, lettres qui sont renvoyées à la section de la correspondance du ministère des Transports. Cette correspondance concerne les députés et le public en général.

Ce n'est donc pas la liberté de parole qui est en cause dans cette affaire ni le droit d'une hôtesse de me critiquer. Je ne m'offusque absolument pas de telles critiques en ce qui me concerne. J'en ai déjà eu ma bonne part. J'ai discuté des conditions de travail à Air Canada et de ses opérations avec bien des agents de bord et des pilotes et j'entends continuer.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

LA LETTRE ADRESSÉE AU MINISTRE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je voudrais aussi poser une question au ministre des Transports. Ne sait-il pas que si le ministre ou son personnel communiquent à Air Canada une lettre qui lui est adressée personnellement et qui commence par «Cher Don», on s'imaginera immédiatement que le ministre est au courant de l'affaire?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, si le député laisse entendre que chaque fois qu'il m'écrit une lettre commençant par «Cher Don», je ne devrai pas en tenir compte, eh bien, je ne le ferai pas.

M. Broadbent: On vous demande justement le contraire.

M. Deans: Je signale au ministre que toutes les lettres que j'écris aux divers ministres commencent par «Monsieur le Ministre».

M. Clark (Yellowhead): Pas à Flora, assurément.

LA DURÉE DE LA SUSPENSION

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, le ministre ne pense-t-il pas que 30 jours sans paye constituent une sanction très sévère pour avoir critiqué le gouvernement?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je me demande si le député est au courant de tous les détails...

M. Deans: L'êtes-vous?

M. Mazankowski: Non.

M. Deans: Eh bien, répondez à ma question. Croyez-vous que cette sanction soit juste?

M. Mazankowski: Il existe une procédure de griefs variée dont il a été convenu et qui a été négociée dans le cadre d'une convention collective. En ce qui nous concerne, il s'agit d'une

Questions orales

affaire entre Air Canada et ses employés. Il est intéressant de signaler que les syndicats ne donnent pas leur avis à ce sujet, du moins pas officiellement.

● (1450)

Je voudrais ajouter quelque chose. Les députés d'en face...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. La réponse est trop longue.

* * *

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

LA SITUATION D'URGENCE QUI SÉVIT EN AFRIQUE—LE RÔLE DU CANADA

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Relations extérieures du Canada.

Suite à la session extraordinaire tenue la semaine dernière à l'ONU concernant la situation d'urgence qui sévit en Afrique, j'aimerais demander à la ministre comment elle évalue le consensus intervenu la fin de semaine dernière et le rôle du Canada dans cette affaire?

L'hon. Monique Vézina (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, l'Afrique a fait un pas de géant la semaine dernière. Le programme d'action qui a été accepté hier matin par les 159 pays est un événement historique. La Communauté internationale a accepté de regarder avec lucidité et franchise les problèmes qui se vivent en Afrique. Le Canada y a joué un rôle important et c'est grâce à l'attention spéciale que notre premier ministre avait apportée à cette question dans les mois qui ont précédé le Sommet de Tokyo.

* * *

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

LES ACCORDS FISCAUX AVEC LES PROVINCES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

[Traduction]

Vendredi dernier, le juge en chef Brian Dickson a déploré les compressions désastreuses proposées par le gouvernement fédéral au titre des paiements de transfert aux provinces, car elles risquent, selon lui, de nuire énormément à nos universités. Le ministre est-il d'accord avec le juge en chef Dickson qui a déclaré qu'une réduction des crédits accordés aux universités entraînera inévitablement une baisse de la qualité de l'enseignement et fera de nous, en définitive, une nation de second ordre?